

Les inégalités, effet collatéral de l'innovation ?

Michel Husson, *AlterEcoPlus*, 12 Novembre 2015

De plus en plus d'économistes travaillent sur la question des inégalités de revenus. Pour [beaucoup d'entre eux](#), elles seraient une cause de la crise récente. L'OCDE ou le FMI se sont récemment penchés sur cette question. [Les recherches de l'OCDE](#) « révèlent que toute amplification des inégalités fait chuter la croissance économique » et un [document fameux du FMI](#) datant de 2014 établit qu'un degré d'inégalités moins élevé « est fortement corrélé avec une croissance plus rapide et plus durable, pour un niveau donné de redistribution » et qu'en général, la redistribution « n'a que des effets bénins sur la croissance ».

Aghion contre Aghion

Dans [sa leçon inaugurale](#) au Collège de France, le 1er octobre dernier, Philippe Aghion s'interroge sur les « [énigmes de la croissance](#) » et prend le contre-pied de ces constats. Pour lui, « *la moins bonne façon d'approcher le problème est, à mon sens, d'essayer d'établir une corrélation ou un lien causal entre inégalités de revenu (au sens large) et taux de croissance du PIB ou du PIB par tête. De fait, les tentatives dans ce sens (...) ont montré qu'il n'y avait pas de relation nette entre inégalités au sens large et croissance* »

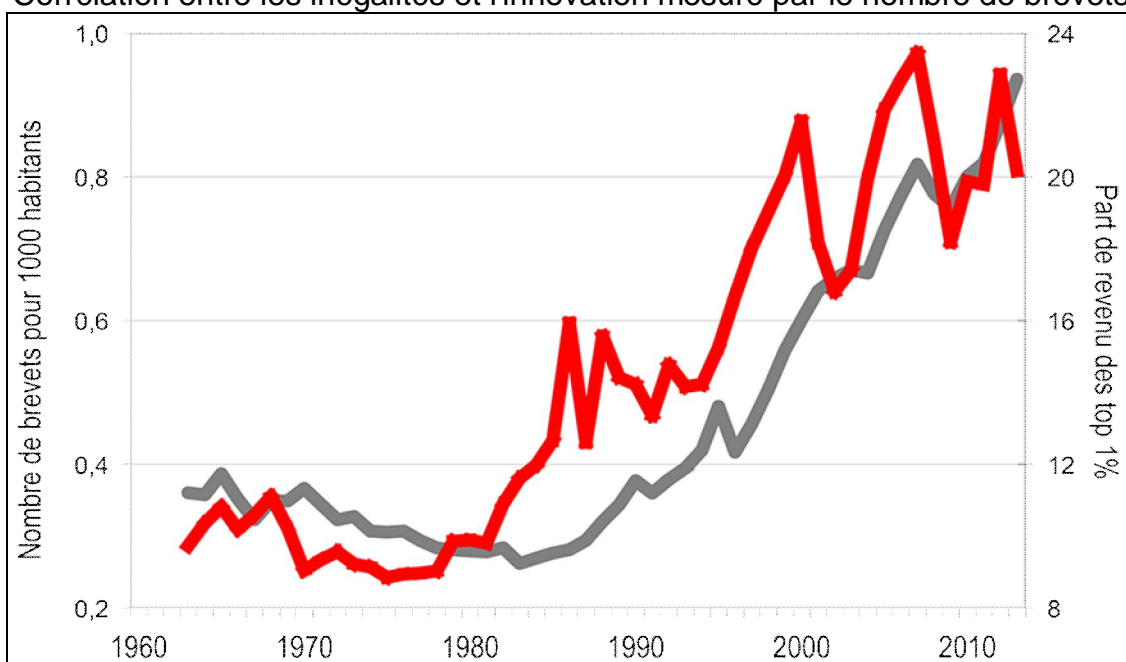
En 1999, Aghion soutient que les inégalités sont défavorables à la croissance. En 2015, l'inverse...

Les choses auraient donc changé ? Dans [un article écrit en 1999](#) avec Eve Caroli et Cecilia García-Peñalosa, le même Philippe Aghion soulignait au contraire que « *l'idée selon laquelle les inégalités sont nécessaires à l'accumulation et que la redistribution a un effet négatif sur la croissance est contredite par les données empiriques* » et il en appelait à « *des politiques permanentes de redistribution aussi bien pour contrôler le niveau d'inégalité que pour favoriser la mobilité sociale et la croissance* ».

Quels liens entre innovations et inégalités ?

Aujourd'hui, Aghion s'intéresse aux liens entre innovation et inégalités dans une perspective schumpétérienne. Pour résumer, il plaide en faveur des « bonnes inégalités », celles qui récompensent l'innovation, avec deux arguments. D'abord parce que l'innovation est le « *principal moteur de la croissance* » et ensuite parce que « *les rentes de l'innovation se dissipent à cause de l'imitation et de la destruction créatrice* ». A l'appui de sa thèse, Aghion exhibe le graphique ci-dessous qui illustre la corrélation entre les inégalités (la part du « 1 % ») et l'innovation mesurée par le nombre de brevets.

Le graphique utilisé par Philippe Aghion à l'appui de sa thèse
Corrélation entre les inégalités et l'innovation mesuré par le nombre de brevets



Ce graphique est extrait d'un [document de travail](#) qui déploie l'artillerie lourde de l'économétrie pour montrer que l'innovation explique 17 % de l'augmentation de la part du « 1 % » aux Etats-Unis entre 1975 et 2010. So what ? La montée des inégalités s'expliquerait donc pour l'essentiel (à 83 %) par des facteurs qui n'ont pas les mêmes vertus que l'innovation (à moins peut-être de prendre en compte les « innovations financières » ?).

En outre, le choix de mesurer l'innovation ou plutôt la capacité d'innovation (*innovativeness*) à partir du nombre de brevets par habitant, est très révélateur d'une ignorance des modalités concrètes de la concurrence capitaliste. En réalité, l'augmentation du nombre de brevets « provient en partie du développement d'une activité particulière : les firmes brevettent des inventions pour bloquer l'innovation des concurrents », comme le fait remarquer Bruno Amable ([Libération](#), 19 Octobre) qui souligne aussi que « des pays très innovateurs comme les pays nordiques sont aussi relativement égaux » tandis que « des pays inégalitaires innoveront peu ».

Quels liens entre innovations et réglementation ?

Cette grille de lecture schumpétérienne explique pourquoi Aghion adopte une position optimiste sur la question de la « stagnation séculaire », même s'il reconnaît que l'accélération de l'innovation ne se reflète pas dans l'évolution de la croissance et de la productivité. Il pense que « cette divergence procède pour l'essentiel d'un problème de mesure », comme il l'a répété [sur AlterEcoPlus](#) : « Je pense que c'est dû à un problème de mesure : les économies à forte innovation connaissent un taux élevé de destruction créatrice (...) ce qui rend difficile la mesure des gains de productivité ».

Et quand on lui demande de citer des exemples de gains de productivité qui ne seraient pas mesurés, il entretient le suspense : « *Je suis en train de travailler sur le sujet avec Pete Klenow de Stanford, pour mesurer cet effet avec plus de précision. Rendez-vous dans quelques mois* ». Cette réponse est assez stupéfiante : sur un problème économique absolument central, le grand théoricien de la croissance évoque des problèmes de mesure (comme si personne ne s'était jamais posé la question avant lui) et renvoie à des travaux ultérieurs.

Bruno Amable a montré que la réglementation soutient l'innovation et ce d'autant plus que l'on se rapproche de la frontière technologique.

Mais cela ne l'empêche pas de dénoncer, dans le cas de l'Europe, « *le fait que la croissance est entravée par la persistance de rigidités sur les*

marchés du travail et des biens et services, ou par des fiscalités inadéquates » ([La Croix](#), 1er octobre). Or, il se trouve qu'une [remarquable étude](#) de Bruno Amable et Ivan Ledezma établit rigoureusement un résultat contraire au sens commun et aux intuitions d'Aghion : « *La réglementation, loin d'être un facteur diminuant l'innovation, se révèle positive pour cette dernière, et ce d'autant plus que l'on se rapproche de la "frontière technologique"* ».

Il existe donc aujourd'hui un ensemble impressionnant d'études montrant que les inégalités ne favorisent ni la croissance, ni la productivité, ni l'innovation. Ce n'est pas vraiment étonnant si l'on adopte une approche hétérodoxe selon laquelle la montée des inégalités caractéristique du capitalisme néo-libéral est un moyen de compenser le rendement décroissant des innovations et l'épuisement des gains de productivité.